



***ALE USA-UE : le débat  
(suite) :***

**Le dangereux mirage du  
« transatlantisme »  
commercial**

**Dec. 2013-Jan. 2014**

**Pierre Defraigne**

Directeur exécutif, Fondation Madariaga-Collège d'Europe  
Directeur Général Honoraire à la Commission européenne

*The contents of this paper has been published in the N°571 of CCE  
International – December 2013- January 2014.*



Comment l'incongruité intellectuelle du projet de « marché intérieur transatlantique »<sup>1</sup> (TTIP) n'a-t-elle pas sauté aux yeux du Conseil européen lorsqu'il a dû en arrêter le principe le 18 juin 2013 ? Comment ne s'est-il pas levé, dans cet éminent aéropage, au moins un paysan du Danube pour mettre son veto à ce saut groupé dans la mare Atlantique? Comment la vieille coalition obstinée du mercantilisme allemand et nordique et de l'allégeance britannique à Washington a-t-elle pu emporter si facilement l'unanimité des 28 dans un projet qui engage à ce point l'avenir de l'Europe ? Tout cela sans débat démocratique au niveau de l'opinion publique, à la veille d'une élection européenne à haut risque ! Et comble d'ironie, au nom de la croissance et de l'emploi !

En engageant une négociation commerciale avec les Etats-Unis, l'UE vise à établir une zone de libre-échange large et profonde qui couvrira non seulement barrières tarifaires et quantitatives – lesquelles sont en l'occurrence déjà très basses – mais englobera aussi et surtout les normes et standards réglementaires ainsi que des législations importantes comme les marchés publics, les aides d'Etat, la concurrence, la propriété intellectuelle et l'investissement. En outre le dispositif prévoit de simplifier le traitement des contentieux en les confiant à des instances arbitrales ad hoc et en ouvrant un recours aux entreprises contre les Etats. Le TTIP modifie l'ordre juridique interne des deux partenaires. La hiérarchie des normes juridiques qui assoit la préséance du Traité international sur l'ordre national – ici la loi communautaire – et les rapports de force entre gouvernements, et entre firmes américaines et firmes européennes, établissent que le TTIP va constituer une aliénation importante de la souveraineté européenne.

Que les négociateurs européens, au demeurant très compétents et très expérimentés, n'aient pas été rebutés par l'immense difficulté du TTIP en regard de la modestie des gains escomptés pour la croissance et l'emploi, restera un sujet de perplexité. Que s'est-il donc passé ? On évoquera d'abord le réflexe néolibéral qui perdure à Bruxelles en dépit du désaveu de la thèse de la croissance avec « ruissellement » que la libéralisation commerciale est toujours censée générer. On mentionnera le rôle décisif des lobbies américains. On évoquera la théorie des dominos : une fois engagés, Europe et Amérique, dans la course au bilatéralisme commercial, pourquoi ne pas boucler le circuit par une zone de libre-échange entre les deux grands ? Mais le jeu en vaut-il la chandelle ?

### **Anachronisme du TTIP**

Le projet TTIP frappe par son anachronisme. Envisagé dès les années 90 par Sir Leon Britton, il est présenté comme la conclusion logique de la suite d'accords bilatéraux de libre-échange négociés ou conclus par l'UE, principalement en Asie dans le cadre de la Stratégie « Global Europe » lancée en 2006. Cette stratégie relevait à la fois de l'économie de l'offre et de la demande. Elle visait d'un côté à renforcer la compétitivité de l'industrie exportatrice européenne en incorporant des composants bon marché importés d'Asie et de l'Est, et de l'autre côté à accroître les débouchés pour les produits et les services dans ces marchés émergents en croissance rapide. Le déplacement de la priorité de la politique commerciale communautaire du multilatéralisme – le Doha Round en panne – vers le bilatéralisme posait

---

<sup>1</sup> Selon le mot du Commissaire européen au Commerce Karel De Gucht

certes un problème systémique, mais se justifiait par l'activisme déployé par les Etats-Unis sur la voie de « la libéralisation compétitive ».

Mais voilà, à partir de la crise de 2008, l'économie mondiale a marqué un net ralentissement provoqué par l'effondrement de la demande aux Etats-Unis et en Europe sous le poids du surendettement. Depuis 6 ans, cette croissance de basse intensité se poursuit et selon les dernières prévisions de l'OCDE elle va encore ralentir en 2014. Ce ralentissement de la demande mondiale dont l'épicentre sont les USA et l'UE, rend illusoire la reconquête de la croissance par les exportations sur ces deux marchés. La recherche de la compétitivité ne peut pas compenser le déficit de demande intérieure sur les marchés respectifs des partenaires sauf à en évincer les pays tiers par une préférence discriminatoire. Celle-ci serait abusive dès lors qu'elle serait le fait des deux premiers protagonistes du commerce mondial, longtemps les deux piliers de l'OMC.

L'Europe aborde la négociation avec un euro fragilisé par un déficit d'intégration politique ; l'identité européenne est érodée par le populisme et le souveranisme dont la menace de sécession britannique est un flagrant symptôme ; une crise économique sans précédent sévit, pour partie importée des excès de Wall Street et pour partie aggravée par l'absence de réponse européenne véritablement commune. L'Amérique est elle-même confrontée à un marasme économique dont l'origine se situe essentiellement dans la dérégulation financière aggravée par une politique monétaire laxiste tandis que l'appareil démocratique est bloqué par la révolte de la classe moyenne et par la mainmise des lobbies sur le Congrès et la Présidence. Europe et Amérique sont en crise. Plutôt que d'une fuite en avant dans le libre-échange bilatéral, Europe et Amérique devraient se concentrer sur leurs agendas très lourds de réformes politiques, économiques et sociales internes. Elles ont l'une et l'autre d'abord à se débarrasser de l'épée de Damoclès du surendettement pour permettre la relance. Ensuite elles doivent faire la preuve chez elles de la soutenabilité financière et environnementale de nouveaux modèles sociaux, susceptibles de réconcilier croissance et cohésion dans des économies ouvertes et dans un monde désormais multipolaire.

## **Une croissance improbable et inégalitaire**

Premièrement, la croissance attendue de la libéralisation bilatérale USA-UE sera-t-elle significative en regard des concessions considérables de souveraineté envisagées? Les études d'impact parlent de 0,5% de PIB. Le chiffre n'est pas négligeable, mais est-il plausible ? La théorie du commerce international fait l'hypothèse que les gains du bien-être sont d'autant plus élevés que les ressources – l'emploi – sont pleinement employées. A ce moment en effet, les importations meilleur marché en se substituant aux productions nationales, libèrent des ressources qui peuvent se porter vers des usages plus productifs. Du moment qu'il y a un fort volant de chômage, ces projections deviennent caduques. Rechercher sur les marchés tiers la demande qui se fait insuffisante dans le marché intérieur du fait de la déflation budgétaire et salariale n'est pas convaincant. Certes sur le long terme la libération des échanges est toujours payante. Mais le sera-t-elle dans le contexte de la dépression actuelle de part et d'autre de l'Atlantique ? Rien n'est moins sûr. Ce qui est sûr en revanche c'est que le TTIP aura ses gagnants et ses perdants : il creusera les divergences entre Etats membres, déjà problématiques au sein de l'eurozone, et les inégalités sociales au

sein de nos pays. Peu de croissance, davantage de divergence et d'inégalités, le bilan de départ n'est pas prometteur.

### Une négociation dissymétrique

Deuxièmement, a-t-on saisi toute la portée pour la construction du marché unique européen, de la convergence réglementaire atlantique en matière de normes et de standards, soit par la voie de l'harmonisation, soit par celle de la reconnaissance mutuelle ? Ces normes et standards renvoient tantôt à des préférences collectives profondément enracinées dans l'imaginaire sociétal, en particulier dans des domaines sensibles (OGM, hormones, protection des données privées, qualité des produits financiers, gaz de schiste, salaire minimum) tantôt à des stratégies de protection de fait des marchés sectoriels domestiques qui ont parfois leur pertinence. Comment éviter le télescopage de l'harmonisation européenne et de l'harmonisation atlantique ? Comment sérieusement envisager le recours à la reconnaissance mutuelle des normes américaines et européennes alors que les niveaux de protection recherchés pour le consommateur et l'environnement sont le plus souvent plus ambitieux en Europe qu'aux Etats-Unis comme en témoignent la législation chimique REACH ou la prudence affichée par les européens en matière d'OGM ? Comment réconcilier les modes de faire de l'UE qui, au titre de principe de précaution, veut légiférer pour prévenir le risque alors que les USA préfèrent la voie des dommages et intérêts et de la jurisprudence après un accident ?

**“L’Europe se  
perdra à courir  
deux lièvres à la  
fois: entre  
affirmation d’une  
identité européenne  
et dilution dans  
l’espace atlantique  
va se jouer l’avenir  
de l’Europe.”**

Comment imaginer que les lobbies américains déjà très envahissants à Bruxelles et qui pèsent déjà lourdement dans la négociation, ne viendraient pas interférer dans le processus législatif européen à travers les Etats-membres ou à travers le Parlement de Strasbourg ? En recherchant à la fois l'harmonisation européenne et la convergence transatlantique, l'Europe se fera piéger dans une alliance du pot de fer – une Amérique unie et organisée – et du pot de terre – une Europe toujours en quête d'unité dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, les services financiers, les industries digitales, les industries de défense, le transport par le rail. L'Europe se perdra à courir deux lièvres à la fois : entre affirmation d'une identité européenne et dilution dans l'espace atlantique va se jouer l'avenir de l'idée européenne.

### Un marché, deux monnaies

Troisièmement, a-t-on songé à la compatibilité, au sein d'un « marché intérieur transatlantique », de politiques structurantes différentes en matière d'énergie – songeons au gaz de schiste – de produits financiers – rappelons-nous les subprimes – d'industries de la défense, tellement stratégiques pour le développement industriel à travers la technologie duale ? Qu'en est-il de politiques autonomes, voire

concurrentes en matière financière et monétaire ? Comment voit-on deux monnaies de transaction et de réserve internationales comme le dollar et l'euro, cohabiter harmonieusement, sans chocs de compétitivité, au sein d'un même marché intérieur ? D'aucuns pensent-ils déjà à une dollarisation post-euro comme plan B en cas d'effondrement de l'eurozone?

### **Des intérêts inconciliables**

Quatrièmement, rien n'a encore été dit des sujets difficiles : l'agriculture, l'exception culturelle, les services financiers, la rivalité Airbus-Boeing, l'organisation et la régulation de la Toile après les dérives de Prisme et les abus de position dominante des grands opérateurs américains, l'impact sur la compétitivité de la chimie européenne des normes d'extraction du gaz de schiste, et des normes bioéthiques en matière de recherche et d'essai de médicaments.

### **Tactiques de négociation et « grand dessein » stratégique**

Cinquièmement le dessein stratégique est présent. Créer un bloc réglementaire transatlantique et jouer de l'effet de gravitation pour imposer normes et standards au reste du monde plutôt que d'emprunter la face nord de la négociation multilatérale à l'OMC constitue l'axe du raisonnement TTIP.

Allons plus loin, l'Amérique, en engageant à la fois l'intégration commerciale transpacifique (le TPP) et transatlantique (TTIP) dont elle deviendrait le pivot, ne cherche-t-elle pas à forcer la Chine à consentir « une deuxième ouverture » après les conditions très dures déjà mises à son entrée à l'OMC en 2001, mais sur le plan réglementaire cette fois ? Allons plus loin encore : certains en Amérique ne voient-ils pas dans la tenaille TPP-TTIP, un moyen de contenir la croissance économique de la Chine et par là sa montée en puissance stratégique. L'Europe, en ce cas ne se verrait-elle pas aspirée dans une politique sécuritaire d'endiguement vis-à-vis de la Chine ? Croit-on pourtant qu'avec un immense marché intérieur en pleine expansion, la Chine va se priver de l'outil réglementaire pour se créer une préférence solide pour ses industries naissantes de consommation finale ou d'équipements avancés ? Le « Regional Comprehensive Economic Partnership » (RCEP) conclu avec l'ASEAN et d'autres, n'est-il pas déjà une parade chinoise au TPP américain ? Cette politique de confrontation de blocs ne va-elle pas à l'encontre du multilatéralisme par la règle de droit dont l'UE ne cesse de se revendiquer ?

### **Rééquilibrer l'Alliance Atlantique**

La réflexion stratégique semble ne pas avoir été menée avec toute la rigueur et le sérieux qu'appelait cette vaste entreprise.

Trois questions se posent en effet à l'Europe. Quelle Alliance Atlantique voulons-nous ? L'Amérique nous a libérés de la barbarie nazie. Elle nous a protégés de la menace soviétique. Nous avons construit avec elle une alliance militaire puissante et efficace susceptible d'être mobilisée pour répondre à des menaces nouvelles identifiées de commun accord. Cet outil est menacé aujourd'hui par la crise budgétaire américaine et par le désengagement rampant des Etats européens en matière de défense. En quoi le TTIP va-t-il renforcer notre outil stratégique commun ? Ne faut-il pas au contraire approfondir d'abord l'unité

politique de l'Europe en la dotant d'une défense commune au sein de l'OTAN, en renforçant celle-ci et, en contrepartie, viser la parité politique avec les USA dans la direction de l'OTAN ? Mais le TTIP va compliquer la construction de l'unité de l'Europe et non pas la stimuler comme le suggèrent hâtivement les optimistes de commande.

### **Alliance, pas union !**

Pourquoi l'Europe devrait-elle chercher à doubler sa dépendance stratégique vis-à-vis de l'Amérique, d'une dépendance économique au sein du TTIP qui se traduirait en vassalité politique et incidemment énerverait la qualité de la relation transatlantique au niveau des opinions publiques par d'incessants contentieux.

L'Amérique et l'Europe ont des intérêts stratégiques communs pourvu qu'ils soient équilibrés. Cela justifie une alliance militaire. Mais elles sont profondément différentes et une intégration économique poussée susciterait des résistances de la part de l'opinion européenne. La démocratie, les Droits de l'Homme et la règle de Droit constituent certes des valeurs et des enjeux communs. Mais nous différons sur des points fondamentaux : la religion, l'argent et la politique, la peine de mort, la violence des prisons, les inégalités et la mobilité sociales, l'obsession sécuritaire, l'environnement parfois. Le TTIP porte en lui le germe d'une « pollinisation » diront les uns, d'une « contamination » diront les autres, de ces valeurs. Le risque est sérieux que l'influence s'exerce de l'Amérique vers l'Europe si celle-ci reste, comme c'est encore le cas aujourd'hui, aussi incertaine de son unité.

**“D’aucuns pensent-ils déjà à une dollarisation post-euro comme plan B en cas d’effondrement de l’euro zone?”**

L'Europe perdrait son âme si elle diluait dans un grand espace économique atlantique. Elle doit assumer elle-même la responsabilité liée à son « poids statistique » dans le monde en agissant comme puissance globale autonome, porteuse de ses valeurs de civilisations, riche d'un modèle social et environnemental avancé, soucieuse de faire rayonner dans le monde à la fois ces valeurs et son expérience « d'égalité des conditions » dont Tocqueville faisait la clé de la démocratie ? Dans un monde désormais multipolaire, l'UE doit se faire le champion inlassable du multilatéralisme, c'est sa vocation internationale. Elle ne doit pas la galvauder dans des assemblages stratégiques bricolés comme le TTIP.

Le TTIP est un faux pas. Lorsque l'opinion publique se réveillera, il connaîtra le sort de l'AMI, de la Directive Bolkestein et de la Stratégie de Lisbonne, trois ratés magistraux de l'histoire récente de l'Europe parce que ces projets conçus et voulus par des lobbies n'ont jamais emporté l'adhésion de l'opinion. Laissons donc le TTIP s'enliser rapidement dans les sables mouvants de la négociation. Travaillons plutôt, Amérique et Europe, à nos agendas intérieurs et au renforcement du multilatéralisme dans le commerce, la monnaie, la finance, la fiscalité, le climat, etc. Et faisons-le avec la Chine, pas contre elle !

## QUI SOMMES NOUS ?

La Fondation Madariaga – Collège d'Europe se consacre à la promotion d'une réflexion originale sur le rôle de l'Union européenne dans une ère de changements globaux, en impliquant les citoyens et les partenaires internationaux dans un débat créatif sur les questions et problèmes qui façonnent le futur de l'Europe. A travers la recherche et l'action, la Fondation poursuit la triple mission d'engager les citoyens dans le débat européen, de renforcer l'Europe et de prévenir les conflits.

Créée en 1998 par des anciens étudiants du Collège d'Europe, la Fondation porte le nom du fondateur du Collège d'Europe : Salvador de Madariaga, écrivain, historien, diplomate et philosophe espagnol (1886-1978). FMC continue à travailler en étroite coopération avec le Collège qui lui fournit un accès précieux à un réservoir d'expertise académique et à un vaste réseau de professeurs et d'anciens étudiants.

Présidé par Javier Solana, l'ancien Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil d'administration de la FMC comprend plusieurs personnalités éminentes issues de différents domaines, reflétant par là-même la relation privilégiée que la Fondation entretient avec les acteurs clés des milieux européens et transatlantiques. En plus du président, le Conseil d'administration est composé d'un vice-président, Jean-Luc Dehaene, du Recteur du Collège d'Europe, de plusieurs hauts représentants de la Commission et du Parlement européen, des directeurs de plusieurs fondations américaines et européennes majeures, ainsi que de plusieurs partenaires commerciaux. Le Conseil d'administration nomme les membres du Comité exécutif, ainsi que le Directeur exécutif, en charge de la gestion quotidienne de la Fondation.

*Les points de vue exprimés dans cet article/rapport sont ceux des auteurs/orateurs, et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe ou de toute autre institution associée aux auteurs/orateurs.*

### Inscrivez-vous à notre mailing list:



[info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org)

## NOUS SOUTENIR

La Fondation Madariaga – Collège d'Europe est un think-tank jeune et indépendant, engagé en faveur d'une libre pensée sur l'Union européenne. La Fondation n'est soutenue financièrement dans l'organisation de ses événements et dans sa recherche que de manière partielle. Afin de subvenir au travail vital de la Fondation dans le futur, nous comptons sur différentes formes d'assistance telles que des donations ou des collaborations sur des projets conjoints. Si vous désirez contribuer au travail de la Fondation:

### Faire un don

Il est possible de faire un don à la Fondation en contactant Magali Auquier par courriel à [info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org) ou en appelant au +32 (0) 2 209 62 11. Tous les donateurs seront remerciés et nommés dans notre rapport annuel publié sur le site internet de la Fondation sauf s'ils préfèrent rester anonymes.



14, Avenue de la Joyeuse Entrée  
B-1040, Bruxelles  
Belgique  
Tel: +32 2 209 62 10  
Fax: +32 2 209 62 11  
Email: [info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org)  
[www.madariaga.org](http://www.madariaga.org)

### Pour suivre à la Fondation:

